

## **32 heures et autogestion : pour un communisme de notre temps**

### **Contribution au 40<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français — François Delalleau, section de Valenton**

---

Le projet de base commune, *Un communisme de conquêtes*, fait du monde du travail le cœur de notre combat et vise « un travail libéré de la domination du capital ». La contribution *Pour un deuxième souffle du 38<sup>e</sup> congrès*, portée par un collectif de camarades, appelle de son côté à plus de cohérence entre nos analyses, notre parole publique et notre travail de terrain. Nous voulons prolonger ces deux démarches en posant une question simple, mais qu'on a tendance à esquiver : **non pas seulement comment mieux partager les richesses, mais qui décide de ce qu'on produit, comment et pourquoi.**

#### ***Revenir à l'essentiel***

Quand un salarié travaille, il produit plus de valeur qu'il n'en reçoit en salaire. Cette différence — Marx l'appelle la plus-value — part au propriétaire de l'entreprise, parce que c'est lui qui possède les machines, les locaux, le capital. Ce n'est pas un abus du système : c'est sa règle de fonctionnement. Le but de la production capitaliste, ce n'est pas de répondre à des besoins, c'est de produire toujours plus de profit.

De là, deux choses qu'on oublie trop souvent :

D'abord, **redistribuer le produit du travail ne change pas la nature du travail.** On peut augmenter les salaires, étendre la Sécu, garantir l'emploi : tant que c'est le propriétaire du capital qui décide seul de ce qu'on fabrique, à quel rythme et dans quel but, le travail reste subi. On en aménage les conséquences sans en changer le sens.

Ensuite, **tout part de la propriété des moyens de production.** Sans la transformer, il peut y avoir des progrès, des sécurités nouvelles, des protections — mais pas de changement de société.

#### ***Ce que nous proposons aujourd'hui, et ce qui manque***

Le débat communiste a produit, ces trente dernières années, deux grandes propositions sérieuses pour sécuriser le rapport des travailleurs à la richesse qu'ils créent.

La première est la **Sécurité d'emploi et de formation**, élaborée dans le sillage des travaux de Paul puis Frédéric Boccara : garantir à chacun un revenu et une qualification qui progressent tout au long de la vie, en alternant emploi et formation, sans jamais retomber dans le chômage, et en prenant le pouvoir sur l'usage de l'argent et du crédit. La seconde est le **salaire à vie** défendu par Bernard Friot : attacher le salaire à la personne et non plus au poste, comme on le fait déjà pour

les fonctionnaires ou les retraités, pour rendre le salaire indépendant du marché du travail.

Ces deux propositions sont solides et précieuses. Elles ne se confondent pas, et elles ont nourri de vrais débats. Mais elles partagent quatre limites, et c'est ce qui nous intéresse ici.

**Elles ne disent pas ce qu'on produit.** Sécuriser l'emploi ou le salaire ne dit rien sur le contenu du travail. On peut très bien garantir l'emploi de tout le monde tout en continuant à fabriquer en masse des choses inutiles ou destructrices pour la planète. La question — produire quoi, pour qui, pour quoi faire — reste entière.

**Elles laissent la propriété de côté.** L'une mise sur le crédit et de nouveaux droits des salariés, l'autre sur une « propriété d'usage » dont on voit mal comment on y arrive concrètement. Dans les deux cas, la question de qui gouverne réellement l'entreprise reste à traiter.

**Elles restent dans le cadre existant.** En défendant la sécurité et le salaire, on finit par valoriser le travail tel qu'il est — l'emploi subordonné — au lieu de le transformer. C'est tout le piège du débat sur la « valeur travail » : on en vient à célébrer le travail contraint au lieu de poser la question de sa libération.

**Elles traitent l'écologie comme un sujet à côté.** Ni l'une ni l'autre n'intègre vraiment la limite écologique. Or aucun scénario sérieux de sortie de la crise climatique ne tient sans une **baisse réelle** de la production et de la consommation matérielles dans les pays riches.

Ces limites ne condamnent pas ces propositions. Elles montrent qu'il manque un troisième terme pour les faire tenir ensemble et aller plus loin.

## ***Changer la question***

Plutôt que de se demander seulement comment partager *après coup* la richesse produite, demandons-nous **comment décider, en amont et démocratiquement, du temps de travail que nous voulons consacrer à produire, et de ce que nous voulons produire.**

Marx l'avait écrit, il y a plus de cent cinquante ans, dans un texte resté longtemps dans ses carnets :

« Une nation est véritablement riche si, au lieu de 12 heures, on en travaille 6. La richesse n'est pas le commandement exercé sur du temps de surtravail, mais le temps disponible (...). Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. » — Marx, *Grundrisse* (manuscrits de 1857-1858)

La vraie richesse, ce n'est pas le profit accumulé, ni même le salaire : c'est le **temps libéré** — pour vivre, pour s'occuper des autres, pour décider ensemble, pour respirer.

Cela change tout. Une revendication de salaire arrive toujours *après* : on se partage ce qui a déjà été produit, dans des usines et selon des choix décidés ailleurs. Décider du temps de travail arrive *avant* : combien d'heures voulons-nous travailler, pour fabriquer quoi, dans quelles conditions, à quel prix pour la planète, et combien de temps voulons-nous garder pour nous ? Cette question-là est politique, et elle se tranche démocratiquement — pas par le marché, pas par une simple

hausse des cotisations.

Et elle ne s'oppose pas aux deux propositions précédentes : elle les précède et les met en cohérence.

## ***Le couple qui structure tout : temps de travail et gestion démocratique***

De ce déplacement découle un couple inséparable : **maîtriser notre temps de travail / décider démocratiquement de la production.**

Les deux vont ensemble. Décider de ce qu'on produit n'a aucun sens si on n'a pas le temps de le faire. Et réduire le temps de travail n'a aucun sens écologique si on ne maîtrise pas, en même temps, ce qu'on fabrique. C'est ce couple, à notre avis, qui doit donner son contenu à la campagne « Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux services publics » — et la distinguer clairement d'un simple programme de réindustrialisation, que la droite et l'extrême droite revendiquent aussi.

Concrètement, cela veut dire cinq choses.

**Un droit au travail, mais à un travail libéré.** Le droit au travail reste un acquis essentiel. Mais précisons : un travail délivré de la subordination, où ce ne sont plus les seuls propriétaires du capital qui décident de tout. Défendre le travail, ce n'est pas célébrer l'emploi tel qu'il est ; c'est revendiquer de pouvoir travailler autrement.

**Réduire fortement le temps de travail.** 32 heures sans perte de salaire dès la première législature, puis une trajectoire vers 28 heures à l'horizon 2035, avec des emplois créés dans les secteurs vraiment utiles : la santé, l'éducation, l'agriculture écologique, la rénovation des logements, les services publics de proximité. Les expériences de semaine courte le montrent : le temps libéré va vers la famille, les proches, l'engagement, les déplacements doux — pas vers une surconsommation.

**Étendre la Sécurité sociale aux biens essentiels.** Sur le modèle de la Sécu, soustraire peu à peu au marché des biens de première nécessité : l'alimentation, le logement, l'énergie, les transports propres. Les expériences de « Sécurité sociale de l'alimentation » montrent que c'est possible.

**Démocratiser la production.** C'est le cœur. Ce qui transforme vraiment une entreprise, ce n'est pas seulement son statut juridique, c'est le pouvoir réel de ceux qui y travaillent sur ce qu'ils produisent. Les coopératives (SCOP, SCIC), les communs, les services publics gérés démocratiquement ne sont pas une utopie : la France compte déjà environ 4 700 SCOP et SCIC, plus de 86 000 salariés, et l'économie sociale et solidaire représente près de 14 % de l'emploi. Mais la démocratie dans l'atelier ne suffit pas : elle doit s'articuler à des lieux où l'on délibère plus largement — des conférences locales sur les besoins, une planification démocratique. De l'atelier au territoire, c'est une chaîne dont aucun maillon ne tient seul.

**Faire du temps libéré notre boussole commune** — celle qui réconcilie le social et l'écologie.

## ***L'écologie n'est pas un supplément***

La crise écologique n'est pas un problème qui s'ajoute à la critique du capitalisme : elle en découle directement. Un système qui doit produire toujours plus de profit doit prélever toujours plus sur la nature. C'est pourquoi on ne s'en sortira pas en ajoutant un « volet vert » à un programme par ailleurs productiviste.

La réduction du temps de travail est l'un des rares leviers qui agit sur tout à la fois : elle réduit la pression à produire et à consommer toujours plus ; elle redonne du temps pour ce qui ne s'achète pas — le soin, la vie démocratique, la culture, la nature ; et elle oriente le temps libre vers la sobriété plutôt que vers la consommation. Le social et l'écologie cessent alors d'être deux dossiers séparés : c'est le **temps disponible** qui les réunit.

## ***Le dire clairement, le faire ensemble***

Une bonne analyse ne sert à rien si elle ne se traduit pas dans la vie du Parti. Sur ce point, nous partageons largement le diagnostic du *Deuxième souffle*.

**La clarté d'abord.** Nos camarades le disent : notre image est parfois brouillée par des formules qui ne correspondent pas à nos choix collectifs. Le débat sur la « valeur travail » l'a montré. Replacer au centre la question de la production, du temps et de la propriété n'a d'intérêt que si tout le Parti — commissions, parlementaires, direction, militants — parle d'une même voix. Cela suppose une discipline simple : tenir nos débats à l'intérieur, et porter dehors ce qu'on a décidé ensemble.

**Des mots d'ordre simples**, à tester et à choisir collectivement. Par exemple :

- *32 heures pour vivre, produire, respirer.*
- *Décider de ce qu'on produit, décider de notre temps.*
- *La richesse, c'est le temps disponible.*
- *Reprendre la main sur notre travail.*

**Du collectif au-delà de nos rangs.** Le couple temps de travail / gestion démocratique a un grand avantage : il fait converger des forces déjà mobilisées qu'aucune ne suffit à elle seule. La CGT et d'autres syndicats sur la réduction du temps de travail. Le monde coopératif et l'ESS sur la gestion démocratique. Les écologistes sérieux qui cherchent une jonction avec le monde du travail. Les collectifs de défense des services publics. À nous de créer, sur le terrain, des lieux de travail commun : initiatives de section avec des coopératives, suivis par bassin d'emploi, états généraux de la production, conférences sur les besoins.

**Une organisation qui fonctionne.** Sortir de la verticalité, oui, mais sans opposer la structure et la démocratie : l'une est la condition de l'autre. Cela veut dire : s'implanter vraiment sur les lieux de travail ; faire des bilans réguliers de nos campagnes ; former et renouveler nos cadres ; et articuler — sans les opposer — le temps des luttes et le temps des élections, jusqu'à 2027.

## ***Ce que nous proposons d'inscrire dans la base commune***

1. Dire clairement que notre but n'est pas seulement de mieux partager les richesses, mais de transformer la propriété et l'usage des moyens de production.
  2. Articuler nos acquis — Sécurité d'emploi et de formation, salaire socialisé, services publics — à un axe nouveau : décider démocratiquement, en amont, du temps de travail et de ce qu'on produit.
  3. Donner ce contenu à la campagne « Nouvelle industrialisation et services publics » : d'un côté la réduction du temps de travail (32 heures, puis 28 en 2035) ; de l'autre l'extension des entreprises gérées démocratiquement (coopératives au moment des reprises et des liquidations, communs, services publics, Sécu étendue aux biens essentiels).
  4. Changer notre vocabulaire public : parler de **travail libéré**, de **temps maîtrisé**, de **temps disponible** plutôt que de « valeur travail ».
  5. Traduire tout cela dans l'organisation : implantation sur les lieux de travail, formation, bilans réguliers, alliances avec les syndicats, les coopératives, les écologistes et les défenseurs des services publics.
- 

Le moment est grave : crise du capitalisme, montée de l'extrême droite, urgence écologique. Nous ne nous en sortirons pas avec la promesse d'une plus grosse part du gâteau. La vraie question, la plus ancienne et la plus actuelle de notre famille politique, est celle-ci : **qui décide de ce que nous produisons, pour quoi faire, et pour quel temps de vie ?** Y répondre, clairement et ensemble, c'est rouvrir le chemin d'un communisme de notre temps — écologique, démocratique, et libérateur du travail.